

Mme Rosemary DiCarlo nouvelle Secrétaire générale adjointe aux Affaires politiques



Photos Archives ONU/JC McIlwaine

Le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, a annoncé le 28 mars la nomination de Mme Rosemary DiCarlo des États-Unis, au poste de Secrétaire générale adjointe aux Affaires politiques.

Née à Providence dans l'État de Rhode Island, Mme DiCarlo est Présidente du Comité national de la politique étrangère américaine et Chercheur principal à l'Institut Jackson des affaires internationales de la « Yale University ». Elle succède à son compatriote M. Jeffrey Feltman, qui a quitté ses fonctions le 31 mars 2018. Le Secrétaire général exprime à ce dernier sa reconnaissance pour le dévouement et la vision dont il a fait montre à la tête du Département des Affaires politiques et pour ses talents diplomatiques dans la conduite des bons offices du Secrétaire général pour apaiser les crises et identifier des solutions politiques justes et durables dans le monde.

Attentes accrues

Le mandat de M. Feltman a coïncidé avec des développements tragiques dans le paysage international, donnant lieu à des attentes accrues vis-à-vis des Nations Unies. Quel que soit le défi, le Secrétaire général savait qu'il pouvait toujours compter sur M. Feltman pour des conseils avisés, une réflexion novatrice et des analyses affûtées. L'appui de M. Feltman quand il s'agit d'imprimer un élan à l'agenda de la prévention, dont la moindre illustration n'était pas le renforcement de la capacité de médiation du Département des affaires politiques, a été indispensable.

Mme DiCarlo dispose d'une longue expérience de plus de 35 ans dans la fonction publique et le milieu universitaire. Pendant sa carrière remarquable au Département d'État américain, elle a été Représentante permanente adjointe auprès des Nations Unies, avec rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. À ce titre, elle a représenté les États-Unis au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et dans les autres organes des Nations Unies.

Mme DiCarlo apporte avec elle plus de 35 ans d'expérience dans la fonction publique et le milieu universitaire. Pendant sa carrière remarquable au Département d'État américain, elle a été Représentante permanente adjointe auprès des Nations Unies, avec rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. À ce titre, elle a représenté les États-Unis au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et dans les autres organes des Nations Unies.

Elle a aussi été Sous-Secrétaire d'État chargée des Affaires européennes et eurasiennes et Directrice chargée des Nations Unies au Conseil national de sécurité. Elle a également assumé des fonctions à l'ambassade des États-Unis à Moscou et à celle d'Oslo.

Mme DiCarlo est titulaire d'une licence, d'une maîtrise et d'un doctorat en littérature comparée et en littérature et langues slaves de la « Brown University ». Elle parle français et russe.

Source : Communiqué de presse du Porte-parole du SG/ONU, 28 mars

Rosemary A. DiCarlo of United States new Under-Secretary-General for Political Affairs

Secretary-General António Guterres announced on 28 March the appointment of Rosemary DiCarlo of the United States, President of the National Committee on American Foreign Policy and Senior Fellow at the Jackson Institute for Global Affairs, Yale University, as Under-Secretary-General for Political Affairs.

Born in Providence, Rhode Island, Mrs. DiCarlo succeeds his compatriot Jeffrey Feltman, who completed his assignment on 31 March 2018. The Secretary-General is deeply grateful for Mr. Feltman's dedicated, inspirational leadership of the Department of Political Affairs (DPA) and his diplomatic skills in exercising the good offices of the Secretary-General to defuse crises and identify just and durable political solutions around the world.

Mr. Feltman's tenure coincided with dramatic developments across the international landscape, giving rise to intense demands on the United Nations. Regardless of the challenge, the Secretary-General knew that he could always turn to Mr. Feltman for sound advice, creative thinking and trenchant analysis. Mr. Feltman's support in giving new impetus to the prevention agenda, not least by strengthening DPA's capacity for mediation, was indispensable.



Mrs. DiCarlo brings more than 35 years of experience in public service and academia. During her distinguished career with the United States Department of State, she served, *inter alia*, as Deputy Permanent Representative to the United Nations with the rank and status of Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary. In that capacity, she represented the United States at the Security Council, General Assembly and other UN bodies.

Prior assignments included Deputy Assistant Secretary of State for European and Eurasian Affairs, and Director for United Nations Affairs at the National Security Council in Washington D.C. Her overseas tours took her to the US Embassies in Moscow and Oslo.

Mrs. DiCarlo graduated from Brown University with a B.A., M.A. and Ph.D. in Comparative Literature, as well as Slavic Languages and Literature. She speaks French and Russian.

Source : Press release, Office of the Spokesperson, 28 March

LA CEEAC et l'ONU réaffirment leur soutien aux initiatives en faveur d'une paix durable en RCA



Le Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), M. Ahmad Allam-Mi, et le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. François Louncény Fall, ont entrepris une mission conjointe en République centrafricaine (RCA) du 15 au 17 mars 2018. Durant ce séjour, ils ont été reçus en audience par les autorités centrafricaines, notamment le Président Faustin Archange Touadera, le Président de l'Assemblée nationale, Honorable Abdou Karim Meckassoua, le Premier Ministre Simplicie Mathieu Sarandji (photo ci-dessus), et le Ministre des Affaires étrangères, M. Charles Arnel Doubane. Ils ont aussi eu des séances de travail avec le Panel des Facilitateurs de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA, le corps diplomatique, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations en RCA et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA), ainsi qu'avec des représentants de la société civile et des principales confessions religieuses.

Contribuer au développement de la RCA

La visite, qui a pris fin avec une conférence de presse conjointe, a permis de réaffirmer le soutien de la CEEAC et des Nations Unies à l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA et de lancer un appel en faveur de la cessation immédiate des violences et des hostilités en RCA. A cet égard, le Secrétaire général de la CEEAC et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale ont vivement condamné la persistance des attaques contre la population civile, le personnel humanitaire et les casques bleus de la MINUSCA, en dépit des efforts en cours pour ramener la paix et la stabilité dans ce pays. Ils ont invité toutes les parties au conflit à déposer les armes et à s'engager de bonne foi dans la recherche d'une solution pacifique à la crise, dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA.

Le Secrétaire général de la CEEAC et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale ont saisi cette occasion pour féliciter le Panel des Facilitateurs pour les progrès accomplis dans la mise en œuvre de sa feuille de route. Ils l'encouragent à poursuivre et à conclure dans les meilleurs délais ses contacts avec tous les

partenaires à traduire ces engagements dans les faits afin de permettre au Gouvernement centrafricain de relever les défis politiques, socio-économiques, institutionnels et sécuritaires auxquels la RCA est confrontée, et de fournir aux populations les services



protagonistes en vue d'une résolution rapide et définitive de la crise en RCA. Ils appellent l'Union africaine, les organisations intergouvernementales et les pays de la sous-région, ainsi que les partenaires internationaux, à lui apporter l'appui nécessaire.

Le Secrétaire général de la CEEAC et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale ont réitéré leur détermination à continuer à travailler de concert pour accompagner ces efforts et pour contribuer au développement de la RCA, y compris à travers des actions de plaidoyer auprès des partenaires régionaux et internationaux.

Dans cette perspective, ils ont une fois de plus salué les engagements pris par les partenaires vis-à-vis de la RCA, notamment lors de

sociaux de base.

Par ailleurs, le Secrétaire général de la CEEAC et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale ont rappelé la pertinence de la Déclaration sur la RCA adoptée le 8 décembre 2017 lors de la 45e réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) tenue à Kigali, au Rwanda. La Déclaration souligne la nécessité d'une forte implication des partenaires régionaux et internationaux « pour que le Conseil de sécurité poursuive l'allègement de l'embargo sur les armes en vue de l'équipement et du réarmement des Forces armées centrafricaines (FACA) et encourage la MINUSCA à soutenir la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

Le Chef de l'UNOCA a pris part à la 32e réunion des Chefs de mission de l'ONU en Afrique de l'Ouest



Photo UNOWAS

Le Représentant spécial/Chef de l'UNOCA a pris part à la 32^e réunion des Représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU et des Chefs des missions des Nations Unies le 5 mars 2018 à Bamako (Mali). Son exposé sur la situation en Afrique centrale a été bien accueilli par l'assistance. M. François Louncény Fall a notamment décrit les efforts déployés par les États et organisations régionales pour surmonter les défis politiques et socio-économiques auxquels l'Afrique centrale est confrontée. Les participants ont reconnu que certaines de ces questions sont transversales. Ils ont réaffirmé leur engagement à renforcer

la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, ainsi que l'appui des Nations Unies aux efforts régionaux de lutte contre l'insécurité dans le Golfe de Guinée. « A cet effet, ils ont salué l'opérationnalisation du Centre inter-régional de coordination (CIC) de Yaoundé ».

De même, ils ont « encouragé UNOCA et UNOWAS à mobiliser les partenaires internationaux afin qu'ils puissent renforcer les capacités du CIC, notamment en contribuant à la réussite de la Conférence des donateurs du CIC prévue au début du mois de juin à Yaoundé », souligne le communiqué de presse diffusé à l'issue des travaux.

Outre François Louncény Fall, les Représentants spéciaux du Secrétaire général et les Chefs des missions des Nations Unies au Mali (MINUSMA), Mahamat Saleh Annadif ; au Libéria (MINUL), Farid Zarif ; en Guinée-Bissau (UNIOGBIS), Modibo Touré ; et en Afrique de l'Ouest et au Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, ont pris part à cette 32^e réunion annuelle. Le Coordonnateur résident des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Babacar Cissé, y a également participé.

Avant de quitter Bamako, les Chefs de mission ont été reçus en audience par le Président Ibrahim Boubacar Keita.

COPAX : 5^e session ordinaire à Libreville en présence de l'UNOCA



M. Anatole Ayissi, Chef de Cabinet, a représenté l'UNOCA aux travaux de la 5^e session ordinaire du Conseil des ministres du Conseil de paix et de sécurité (COPAX) de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) qui a eu lieu du 3 au 4 mars à Libreville. Lors de ces assises, les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur des pays membres de la CEEAC ont adopté un rapport mettant en relief les politiques en matière de sécurité en Afrique centrale. Le texte sera au cœur des discussions de la 17^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC dont la tenue a été récemment reportée.

Photos CEEAC

« Coup d'Etat » déjoué en Guinée Equatoriale : le Représentant spécial réconforté par les « assurances » de Malabo



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. François Luncény Fall, a séjourné à Malabo du 7 au 10 janvier 2018. Pendant cette visite officielle, il a été reçu en audience par le Président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. La rencontre, qui a eu lieu en présence du Coordinateur résident par intérim du Système des Nations Unies par ailleurs représentant résident de la FAO en Guinée équatoriale, M. Olman Serrano, a permis de faire le point sur la situation politique et sécuritaire du pays, quelques jours après le « coup d'Etat » que la Guinée équatoriale dit avoir dé-

joué fin décembre 2017.

anticonstitutionnelle est condamnée aussi bien par l'Union afri-

« Nous avons encouragé le Président de la République à continuer avec sa sagesse habituelle à gérer cette crise, de sorte que tout en privilégiant l'intégrité territoriale de son pays, on tienne compte également des acquis sur le plan régional et sous-régional [...] », a-t-il ajouté, réaffirmant la détermination des Nations Unies de continuer à soutenir la Guinée équatoriale dans ses efforts de « stabilisation ».

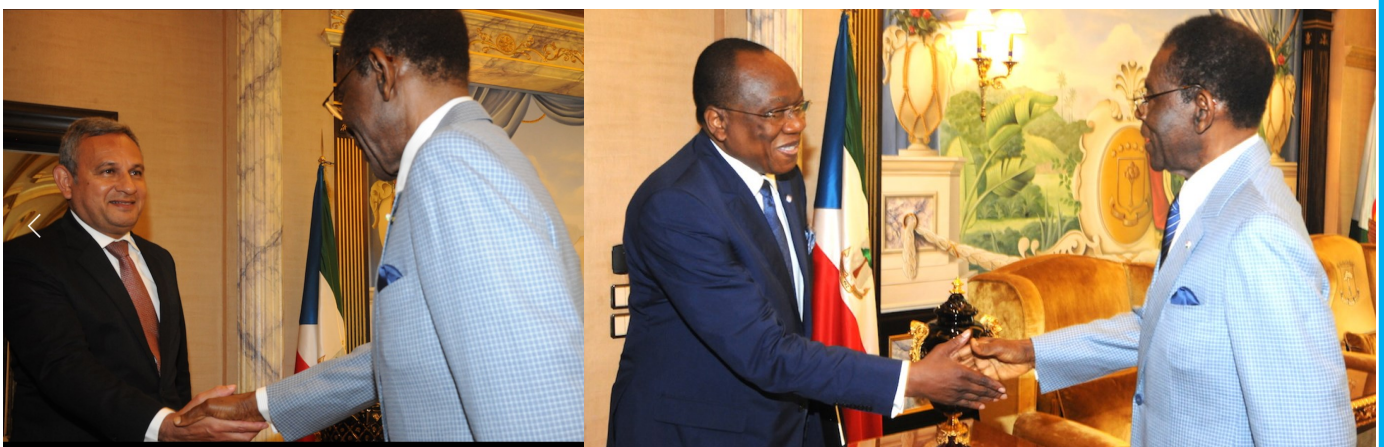


« Les Nations Unies se sont prononcées clairement contre l'usage de la force contre les États. La prise de pouvoir [de manière]

anticonstitutionnelle est condamnée aussi bien par l'Union africaine (UA) que par les Nations Unies », a rappelé le Représentant spécial dans une déclaration diffusée par la télévision publique.

« Nous avons encouragé le Président de la République à continuer avec sa sagesse habituelle à gérer cette crise, de sorte que tout en privilégiant l'intégrité territoriale de son pays, on tienne compte également des acquis sur le plan régional et sous-régional [...] », a-t-il ajouté, réaffirmant la détermination des Nations Unies de continuer à soutenir la Guinée équatoriale dans ses efforts de « stabilisation ».

Avant de quitter Malabo, M. Fall s'est dit réconforté par les « assurances » de M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Il a aussi exprimé sa satisfaction par rapport à la qualité des informations reçues sur la situation générale du pays.



Mission de suivi : deux Conseillers à Malabo

Du 21 au 26 janvier 2018, une équipe technique composée d'une Conseillère politique et d'un Conseiller pour les droits de l'homme s'est rendue à Malabo dans le cadre du suivi des activités de l'UNOCA dans leurs domaines respectifs. Ils ont rencontré des membres du gouvernement, les dirigeants des principaux partis d'opposition, des diplomates et des représentants des agences des Nations Unies. Les échanges ont permis d'avoir des informations pertinentes sur l'évolution de la situation générale du pays, deux semaines après la mission effectuée par le Représentant spécial en Guinée équatoriale.

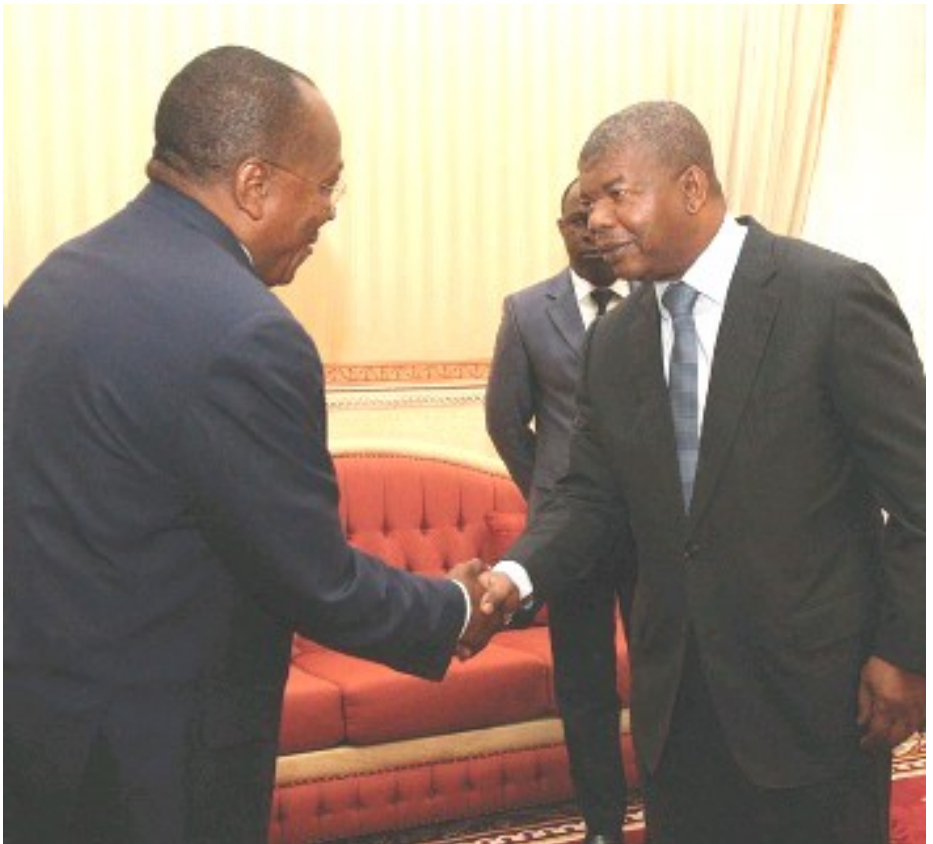
Le Chef de l'UNOCA satisfait après une visite de courtoisie et d'information de trois jours en Angola

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, a exprimé sa satisfaction après la visite de courtoisie et d'information effectuée à Luanda du 7 au 9 février 2018. Au cours de cette mission officielle, il a eu des entretiens avec les hautes autorités angolaises, y compris le nouveau Président João Lourenço. Le Chef de l'UNOCA a saisi cette occasion pour lui réitérer ses félicitations pour son élection à la magistrature suprême en septembre 2017 ainsi que la satisfaction de l'ONU pour les efforts de l'Angola en faveur de la paix en Afrique centrale, y compris en République centrafricaine et en République démocratique du Congo.

Le Président de l'Angola a assuré le Représentant spécial de la détermination de son pays à continuer à jouer un rôle important dans la prévention des conflits et la stabilité en Afrique en général, et dans la sous-région Afrique centrale en particulier. Dans cette perspective, il a réaffirmé son engagement à soutenir les initiatives de l'Union africaine et de la CEEAC

Outre le Président João Lourenço, le Représentant spécial a rencontré le Ministre des Relations extérieures, M. Manuel Augusto - en présence de ses collaborateurs, dont le Secrétaire d'État chargé des relations extérieures, M. Tété António (ancien Observateur permanent de l'Union africaine auprès des Nations Unies). M. Fall a également eu des séances de travail fructueuses avec l'Equipe pays des Nations Unies et les représentants du corps diplomatique. Elles lui ont permis de présenter les enjeux majeurs de la sous-région en matière de paix et de sécurité, et d'échanger avec ses interlocuteurs sur le rôle des Nations Unies et des autres partenaires internationaux dans le développement socio-économique et la résolution/prévention des conflits en Afrique centrale.

Le Coordonnateur résident des Nations Unies en Angola, M. Pier Paolo Balladelli, qui a accompagné le Représentant spécial à toutes ces rencontres, a activement contribué au succès de la visite.



Le Chef de l'UNOCA a saisi l'occasion de sa visite dans la capitale angolaise pour réitérer ses chaleureuses félicitations au Président João Lourenço pour son élection à la magistrature suprême en septembre 2017 ainsi que la satisfaction de l'ONU pour les efforts de l'Angola en faveur de la paix en Afrique centrale, y compris en République centrafricaine et en République démocratique du Congo (photo ci-dessus). Toutes ses réunions se sont déroulées dans une ambiance conviviale (ci-dessous avec le Ministre des Affaires extérieures) *Photos Jornal de Angola*



■ **CAMEROUN : RENOUVELLEMENT DU SOUTIEN DE L'ONU APRES UNE VISITE DU REPRESENTANT SPECIAL DANS LES REGIONS ANGLOPHONES**

Le Représentant spécial s'est rendu dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest lors d'une mission au Cameroun du 24 février au 4 mars 2018. Il a saisi cette occasion pour réitérer la disponibilité de l'ONU de continuer à soutenir les efforts nationaux en vue de la résolution pacifique de la crise dans ces parties du pays.

En marge de cette visite au cours de laquelle il a rencontré le Ministre des Relations extérieures (entre autres), le Chef de l'UNOCA avait également eu une séance de travail le 2 mars avec les membres du CIC (Centre interrégional de coordination pour la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la sécurité et la sûreté maritime en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest). Cette rencontre a eu lieu au siège du CIC à Yaoundé.



Le Chef de l'UNOCA et le Ministre des Relations extérieures du Cameroun, M. Mbella Mbella, le 31 mai 2017 lors de la 44e réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) tenue à Yaoundé. Photo Archive UNOCA

■ **TCHAD : M. FALL POUR UN DIALOGUE INCLUSIF**

Le Chef de l'UNOCA a effectué une mission au Tchad du 14 au 18 janvier puis du 11 au 14 mars 2018 afin d'échanger avec le gouvernement et d'autres acteurs nationaux sur les questions politiques et sécuritaires de l'heure, y compris celles ayant une dimension régionale.

Face aux mouvements observés depuis plusieurs mois dans le pays, M. François Louncény Fall a plaidé pour un dialogue politique inclusif dans le cadre du Forum sur les réformes institutionnelles, qui s'est tenu à Ndjamenas du 19 au 27 mars 2018.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine, M. Mahamat Zene Cherif (de dos sur la photo), a exprimé la gratitude de son pays à l'ONU pour l'attention qu'elle accorde aux préoccupations du peuple tchadien.



© Ministère des Affaires étrangères du Tchad

■ **GABON : ME MAYILA CHEZ LE CHEF DE L'UNOCA**

Le Représentant spécial, M. François Louncény Fall, a reçu le 5 février une délégation conduite par Maître Louis-Gaston Mayila, Président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR). Ce dernier avait sollicité cette audience pour partager avec le Chef de l'UNOCA ses points de vue sur la situation socio-politique au Gabon, laquelle exige, selon lui, une réconciliation nationale. Toutes les forces vives du pays devraient y prendre part, précise Maître Mayila.



SAO TOME ET PRINCIPE : efforts de médiation après des dissensions entre le pouvoir et l'opposition...



FOTO: LOURENÇO DA SILVA

Suite aux événements qui se sont déroulés dans le pays après les dissensions créées par la nouvelle Loi organique sur l'installation et le fonctionnement de la Cour constitutionnelle, M. François Louncény Fall, Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, a effectué une mission à São Tomé et Príncipe du 21 au 25 janvier afin de trouver une solution à la crise institutionnelle.

forme de compromis.

Le Gouvernement en a pris bonne note avec satisfaction, saluant notamment la volonté de l'opposition parlementaire d'accepter finalement les modalités de composition de la Cour constitutionnelle, à savoir deux juges pour l'opposition et trois autres pour le parti majoritaire au pouvoir. Les autorités santoméennes ont cependant indiqué que le processus de nomination des juges était à un stade avancé, et qu'il était difficile, voire impossible de le remettre en

cause. Par contre, elles ont reconnu la pertinence d'autres points soulevés par le Représentant spécial, en particulier ceux concernant les élections libres, justes et transparentes ainsi que le renforcement des institutions démocratiques, y compris le Conseil supérieur de la presse.

Avant de quitter Sao Tomé, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale a félicité le gouvernement et l'opposition ainsi que les autres acteurs socio-politiques pour leur

esprit d'ouverture. Il les a exhortés à maintenir le dialogue pour sortir définitivement de la crise. Dans ce sens, il a réaffirmé la disponibilité de l'ONU à continuer à accompagner les efforts du pays afin de l'aider à rester un modèle de stabilité et de démocratie dans la sous-région. A cet égard, il a rendu hommage aux collègues qui, autour de la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies à São Tomé et Príncipe (à droite sur la photo ci-dessous) font un travail remarquable.

Compromis

Il a échangé sur cette question avec toutes les parties prenantes, notamment le Premier ministre (photo ci-dessus) et les membres du gouvernement, les leaders de l'opposition et du parti au pouvoir, le Président de la République, le Président du Tribunal suprême de justice, le Président de l'Assemblée nationale, les membres du corps diplomatique, les Chefs des Agences résidentes des Nations Unies et la société civile. Ces discussions lui ont permis non seulement d'avoir une meilleure compréhension des préoccupations et des attentes des différents acteurs concernés, mais aussi de formuler des propositions sous



© ONU Sao Tomé et Príncipe

Les hommes et femmes des médias santoméens sensibilisés sur les questions d'éthique et de déontologie



En collaboration avec le PNUD et le gouvernement, l'UNOCA et l'UNESCO ont conjointement organisé, du 13 au 16 mars 2018 à Sao Tomé, un atelier de formation des professionnels santoméens de l'information sur « l'éthique, la déontologie et le renforcement de la responsabilité sociale des journalistes dans un Etat de droit ». Une trentaine de participants issus des médias publics et privés (presse écrite, en ligne, radio et TV) y ont pris part. Des représentants du Conseil supérieur de la presse (instance de régulation), du syndicat et de l'association des journalistes ont également suivi la formation.

Contribuer aux élections pacifiques

Les cérémonies d'ouverture et de clôture ont été présidées par M. António Mendes, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Education, de la Culture, des Sciences et de la Communication. Il représentait le ministre de tutelle, en mission hors du pays. Dans ses allocutions, il a remercié le Système des Nations Unies, et en particulier l'UNESCO et l'UNOCA, pour l'organisation de cet atelier, qui intervient à quelques mois du renouvellement du mandat des députés à l'Assemblée nationale prévu en octobre 2018.

Le premier jour des travaux, Mme Ana Elisa Santana, représentante de l'UNESCO au Congo, venue à Sao Tomé pour la retraite de l'équipe du Système des Nations Unies, n'avait pas perdu de vue cet enjeu. Dans un discours prononcé au nom de l'ONU, elle a insisté sur l'importance du séminaire, en invitant les journalistes à en tirer profit dans la perspective de ces élections législatives. Elle a en effet émis le vœu que les participants fassent bon usage des outils et des techniques qui leur seront enseignés, pour contribuer à un processus pacifique.

Le 14 mars, Norbert N. Ouendji, Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA, avait fait une présentation centrée sur cette problématique cruciale. La présentation a mis en relief ce que les journalistes devraient savoir avant, pendant et après les élections. Le point sur la nécessité de dissocier le statut de journaliste de celui de militant politique a fait l'ob-



jet d'un échange passionnant et parfois passionné, qui a permis d'apprécier l'ampleur des difficultés des médias santoméens.

Organisation du secteur de la communication

Cette présentation a aussi permis de revenir sur certains aspects importants abordés la veille, notamment ceux liés à la liberté d'expression et à la responsabilité sociale ainsi que la thématique relative à l'éthique et la déontologie professionnelle. Ces deux questions ont été développées et approfondies par un Consultant recruté à cette occasion - M. Carlos Alberto Cardoso de Menezes du Département Afrique/Service international de la Radio Télévision portugaise (RTP). Les contributions actives des participants aux débats et leurs nombreuses questions ont laissé percevoir leur soif d'apprendre et de

renforcer leurs capacités dans un domaine que beaucoup ont embrassé sans avoir suivi la moindre formation... D'où l'utilité des travaux de groupes sur les différents genres journalistiques. Rédaction de nouvelles, techniques d'interview et de collecte d'information dans le cadre d'un reportage ou d'une enquête journalistique : les fondamentaux du journalisme ont été passés en revue, y compris à travers des exercices pratiques très appréciés par les participants. Dans leurs recommandations, ils ont, à juste titre, exprimé le vœu que ce type de formation pratique soit développé, y compris en période électorale. Ils ont également plaidé pour un appui en vue de l'organisation globale du secteur de la communication sociale et du journalisme. Le Code d'éthique et de déontologie, objet d'intenses échanges lors de l'atelier, fait partie des priorités dont il faudrait, selon eux, accélérer les mécanismes d'adoption. Dans des témoignages mettant en exergue leur satisfaction, les participants, qui ont tous reçu une attestation, prient l'UNOCA et l'UNESCO de poursuivre leurs actions en faveur de l'émergence de véritables entreprises de presse à Sao Tomé et Príncipe.

Parlant au nom des organisateurs, le Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA a indiqué dans ses conclusions que l'ONU continuera à avoir une oreille très attentive aux préoccupations des hommes et femmes des médias. Il a du reste appelé que l'atelier qui les a regroupés à la Bibliothèque nationale de Sao Tomé pendant quatre jours était le suivi d'un autre co-organisé par l'UNOCA en mai 2016.

Cette activité intervenait aussi quelques semaines après la mission des bons offices effectuée par le Représentant spécial à Sao Tomé et Príncipe du 21 au 25 janvier 2018 (Cf. page 8).



Distribution de matériels d'information publique expliquant le mandat de l'UNOCA

L'atelier de Sao Tomé a permis de distribuer environ 100 dépliant expliquant le mandat de l'UNOCA ainsi qu'un nombre très limité de tasses, clés USB, parapluies, conférenciers, fanions, casquette et sacs « estampillés » UNOCA. La plupart de ces derniers matériels ont été remis aux collègues et partenaires ayant soutenu l'organisation de l'atelier, y compris les collègues du Bureau de la Coordinatrice résidente et les responsables du Ministère en charge de la Communication. Des participants en ont aussi reçu après un tirage au sort très animé. Cette démarche a contribué au renforcement de la visibilité du Bureau.

Atelier sur les Droits humains : les policiers gabonais appelés à faire bon usage des enseignements reçus

Après cinq jours de travaux, les 33 participants au séminaire axé sur « la protection des droits humains dans le cadre du processus judiciaire et de la gestion démocratique des foules » ont reçu leurs attestations vendredi 23 février lors d'une cérémonie organisée au Commandement des Forces de police nationale (FPN), à Akanda, au Nord de Libreville. Placé sous la présidence de M. Séraphin Ibouanga, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur, cet événement a également été marqué par la présence du Procureur de la République, M. Steeve Ndong Essame Ndong, du représentant de l'UNOCA, M. Norbert N. Ouendji (Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique), et du Général de division Marcel Yves Mapangou Moussadji, Commandant en chef en second des FPN chargé des Unités opérationnelles et de la Logistique. Dans son mot de clôture, l'Officier supérieur a rappelé l'importance de cette session de renforcement des capacités, en exhortant les bénéficiaires à faire bon usage des enseignements reçus.

Restaurer la confiance avec les citoyens...

La session a notamment permis de sensibiliser les uns et les autres sur la nécessité d'accomplir leurs missions régaliennes non seulement en faisant preuve de professionnalisme mais aussi et surtout en respectant scrupuleusement les droits de l'homme. Le rapport final de l'atelier met en relief ces impératifs, qui sont déterminants pour la restauration d'un « climat de confiance entre les Forces de Police Nationale et la population d'une part et, d'autre part, entre les Forces de Police Nationale et les autorités de décision et de sanction ». Dans cette perspective, les participants souhaiteraient que ce type de formation soit multiplié et ouvert à un plus grand nombre de fonctionnaires de police.

Ils ont renouvelé leur reconnaissance à l'UNOCA pour les mesures diligentes prises pour répondre à la demande de formation formulée par le haut Commandement des FPN. Ils ont lancé un appel afin que le Bureau les accompagne dans la mise en œuvre des recommandations. Celles-ci intègrent, entre autres, le besoin impérieux de faire un plaidoyer pour l'opérationnalisation de la Direction de la Police Technique et Scientifique ; la nécessité d'organiser des sessions thématiques en faveur des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) - notamment en matière d'articulation de la procédure d'enquête ; etc. Lors des échanges sur la thématique liée à la communication et aux relations avec la presse, certains ont aussi émis le vœu d'une rencontre associant les Forces de police nationale et les journalistes.

Au nom du Représentant spécial, M. Norbert N. Ouendji a réaffirmé la disponibilité de l'UNOCA de continuer à apporter l'assistance nécessaire dans la mise en œuvre des projets des FPN. Il a saisi cette occasion pour saluer la bonne collaboration avec l'UNOCA, et en particulier avec la Commissaire Irène Gaga, Conseillère principale Police/UNOCA, cheville ouvrière de l'organisation de l'atelier. Pour magnifier cette collaboration féconde, un souvenir a été remis au Commandant en chef en Second des FPN : un objet d'art représentant le logo onusien assorti de l'acronyme UNOCA.



Le Chef de Cabinet de l'UNOCA a rappelé les enjeux de l'atelier d'Akanda



Lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier sur « la protection des droits humains dans le cadre du processus judiciaire et de la gestion démocratique des foules » (19 février), l'UNOCA était représenté par M. Anatole Ayissi, Chef de Cabinet. Dans son propos de circonstance, il avait mis l'accent sur les défis auxquels sont confrontées les forces de sécurité et de police d'Afrique centrale. Il les a résumés en trois questions fondamentales : « [...] Dans un environnement de crise économique majeure et de montée des tensions sociales et des mouvements sociaux, comment continuer de maintenir l'ordre, dans le respect des lois de la République et des droits de l'homme ? [...] Dans un environnement géopolitique caractérisé par l'augmentation de la menace terroriste à dimension régionale et transfrontalière, comment prévenir et combattre efficacement les activités et attentats de nature terroriste, sans sacrifier les droits de l'homme et du citoyen ? [...] Enfin, dans un contexte sous-régional d'ouverture des frontières étatiques et de libre circulation des biens et de personnes, comment assurer une sécurisation optimale des frontières, tant nationales que communautaires, afin que les Etats et les populations puissent profiter, en paix et en sécurité, des dividendes de cette libre circulation ? ».

M. Ayissi a indiqué que l'atelier

d'Akanda donnera aux forces de police des outils pour mieux répondre à ces défis et « accomplir efficacement leur mission, tant de protection des personnes et des biens, que de maintien de la loi et de l'ordre public ». Il a salué la qualité des personnes-ressources, en se réjouissant qu'ils soient issus du Système des Nations Unies, de la Police et du secteur

judiciaire du Gabon. Comme les participants, ces experts ont eu droit à des attestations, en reconnaissance de leur contribution au succès de l'atelier.

Le Chef de Cabinet avait rappelé que cette activité s'inscrivait dans le cadre d'une série de projets conjoints planifiés par UNOCA et le Haut Commandement de la

Police gabonaise. Le Général de corps d'armée Jean Clotaire Thierry Oye Zue, Commandant en chef des FPN, avait pris part à la cérémonie d'ouverture présidée par la Secrétaire générale du Ministère de l'Intérieur, Mme Judith Koumba Mombo Pembe, en présence du Procureur de la République, M. Steeve Ndong Es-same Ndong.



Droits de l'homme : la société civile face aux techniques de recherche de financements des projets



Du 27 au 28 février 2018, s'est tenu dans les locaux de l'UNOCA un atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) sur les techniques d'élaboration de projet et de recherche de financements en droits de l'homme. Lors de la cérémonie d'ouverture, Mme Edith Oyulu, Cheffe par intérim de la Section politique, a remercié les participants pour leurs engagements, aux côtés des partenaires et des institutions gouvernementales concernées, dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Parlant au nom du Représentant spécial et Chef de l'UNOCA, elle a également rappelé les missions de l'UNOCA ainsi que le rôle crucial des acteurs de la société civile dans la mise en œuvre de son mandat.

La question de l'utilisation judicieuse des ressources obtenues dans le cadre d'un projet ainsi que

de fonds et des donateurs. A l'issue des travaux, ils ont exprimé leur satisfaction et la nécessité

inexistantes dans notre pays », a résumé M. Olivier Indouma, président de l'Association gabonaise



Formation très instructive

A la clôture de l'atelier, Mme Edith Oyulu a exprimé sa satisfaction par rapport à la tenue effective de cette activité qui, a-t-elle souligné, est en phase avec la feuille de route convenue avec l'UNOCA lors d'une journée de réflexion le 27 décembre 2017. L'atelier a en effet permis à la trentaine de participants présents de se familiariser avec plusieurs notions importantes et aspects essentiels de leur travail : les objectifs d'un projet, le mécanisme de suivi-évaluation des projets, la gestion axée sur les résultats, etc. Les travaux de groupes ont favorisé des échanges fructueux sur les méthodes d'application des principes d'élaboration des projets à des thématiques des droits de l'homme. Des problématiques bien précises ont été abordées : la lutte contre la discrimination contre les populations autochtones ; la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes, et la prévention et la lutte contre la traite des personnes au Gabon.

celle de la transparence et de la reddition des comptes ont été aussi débattues. Les participants ont indiqué que les OSC des droits de l'homme doivent, par le sérieux de leur travail, mériter et garder la confiance des bailleurs

d'un suivi. « Ce type de formation est très instructif. Elle nous aide à mieux gérer la gouvernance de nos associations [...] J'espère sincèrement que l'UNOCA nous accompagnera toujours [...], car des formations similaires sont

des aveugles et malvoyants. Les principaux animateurs de la formation, MM. Robert Kotchani, Conseiller en Droits de l'homme/UNOCA, et Boubacar Issoufou, Chargé des programmes/UNOCA, en ont pris bonne note.

No	ORGANISATIONS/INSTITUTIONS QUI ONT PRIS PART A L'ATELIER
1	Samba Mwanas
2	Association des Enfants du Bonheur
3	Centre pour la Défense des Droits de l'Homme (CDDH)
4	Amicale des Femmes Handicapées du Gabon
5	Réseau de défense des droits humains du Gabon (REDDHGA)
6	Association de lutte contre les crimes rituels (ALCR)
7	Observatoire Nationale de la Démocratie
8	Association Arc-en-Ciel
9	Association Gabonaise des Aveugles et Malvoyants
10	Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)
11	Fédération nationale des associations des personnes handicapées
12	Réseau des Femmes pour la Culture de la Paix
13	Service international pour la formation des orphelins du SIDA (SIFOS)
14	Ministère de la Justice et des droits de l'homme

UNOCA - Commission nationale des droits de l'Homme du Gabon : coopération en marche

Le siège de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a abrité le 2 février 2018 une session d'échanges entièrement soutenue matériellement et financièrement

par l'UNOCA. Cette réunion, qui a été facilitée par le Conseiller en Droits de l'Homme/UNOCA, a favorisé des discussions qui ont débouché sur l'adoption d'un plan de travail pour 2018 ainsi que des idées en vue de rechercher des financements pour certaines activités précises de la Commission. Plusieurs activités ont été retenues, dont des visites d'au moins trois lieux de détention à Libreville et/ou à l'intérieur du Gabon. Objectif : s'assu-

rer du respect des droits des personnes privées de leur liberté et faire du plaidoyer en vue du respect des procédures en vue de l'amélioration, le cas échéant, du bien-être des détenus.

matière de droits de l'homme fait également partie des priorités. Dans ce chapitre, les médias, les policiers et gendarmes, les magistrats, les avocats et les gardiens de prison



par l'UNOCA. Cette réunion, qui a été facilitée par le Conseiller en Droits de l'Homme/UNOCA, a favorisé des discussions qui ont débouché sur l'adoption d'un plan de travail pour 2018 ainsi que des idées en vue de rechercher des financements pour certaines activités précises de la Commission. Plusieurs activités ont été retenues, dont des visites d'au moins trois lieux de détention à Libreville et/ou à l'intérieur du Gabon. Objectif : s'assu-

des détenus.

Rencontre périodiques avec les OSC

Le plan de travail prévoit aussi des rencontres périodiques avec les organisations de la société civile (OSC) des droits de l'homme en vue de synergies dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Le renforcement des capacités de plusieurs entités en

sont les principales cibles.

Le Président de la CNDH, Me Bertrand Homa Moussavou, a vivement remercié l'UNOCA pour son soutien actif et s'est engagé à tout mettre en œuvre pour réaliser les activités retenues. Il a exprimé le vœu que le Conseiller en Droits de l'Homme/UNOCA apporte à la Commission l'assistance nécessaire pour le suivi desdites activités.

Consolidation de la paix : une équipe de l'UNOCA était au Congo du 10 au 17 février pour une mission d'appui

Du 10 au 17 février 2018, la Commissaire de police Irène Gaga (Conseillère principale Police), Bénédicte Djeneba Kouassi Dosso (Conseillère politique) et Robert Kotchani (Conseiller aux Droits de l'homme), ont séjourné à Brazzaville puis à Kinkala, la capitale de la région du Pool (Congo). Ils ont apporté un appui important au bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Congo dans le cadre de l'identification des besoins prioritaires en vue de la formulation d'une proposition de projet pour le Fonds de consolidation de la paix.

Retour de la paix dans le Pool

Ce projet doit permettre de soutenir les efforts du gouvernement et du système des Nations Unies pour un retour durable de la paix dans la région du Pool secouée par une crise sécuritaire orchestrée depuis avril 2016 par le groupe rebelle Ninja Nsiloulou. Le déploiement de l'UNOCA au Congo fait d'ailleurs suite à la visite du Représentant spécial à Brazzaville du 10 au 14 janvier - après la si-



gnature de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités du 23 décembre 2017 entre les représentants du gouverne-

ment et le pasteur Ntumi, chef dudit groupe rebelle. Lors de ce séjour, il avait rencontré le Président Denis Sassou Nguesso

et d'autres parties prenantes pour encourager les efforts continus en vue de parvenir à la stabilité dans la région du Pool.

Bassin du Lac Tchad : UNOCA associé à une réflexion sur la gestion des personnes désengagées de Boko Haram



Le Colonel Cheikh Tidiane Mbodji (Conseiller militaire principal) et Mohamed Ag Alhousseini (Conseiller politique) ont représenté UNOCA à l'atelier régional sur « la gestion des personnes désengagées de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad » tenu du 14 au 16 février 2018 à Maroua, dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches en Paix, Sécurité et Intégration (CERPSI) de l'Université de Maroua et le Programme d'Appui à

l'Initiative Communautaire (PAIC-USAID/OTI), cet événement a mobilisé quatre centres d'études stratégiques du bassin tchadien, des acteurs de terrain (experts, universitaires, parlementaires, responsables administratifs, militaires, sécuritaires, municipaux, religieux, traditionnels) venus de plusieurs pays (Cameroun, Egypte, Mauritanie, Niger, Nigeria, Tchad) ainsi que plusieurs autres organisations régionales et internationales (Commission du Bassin du lac Tchad, PNUD et OCHA).

La session inaugurale a été suivie de trois plénières portant respectivement sur la dimension régionale des crises sécuritaires au Sahel, dans le Bassin du Lac Tchad ; les réponses nationales, régionales et internationales à la crise Boko Haram ; et les circonstances de désengagement, conditions et défis de l'accueil et de l'insertion socioéconomique des ex-combattants de Boko Haram. Les représentants de l'UNOCA ont contribué aux échanges sur les questions spécifiques dans le cadre de groupes de discussions, particulièrement sur la conception

d'un bréviaire de sensibilisation et d'implication des communautés dans la réintégration des désengagés.

La participation à cette activité amorçait la phase opérationnelle de la mise en œuvre du plan d'action de l'UNOCA en réponse à l'insurrection Boko Haram et la crise dans le Bassin du lac Tchad. Les problématiques discutées et les défis identifiés ont permis d'accélérer la mise en place d'un cadre de collaboration avec certains acteurs dans les pays affectés par la crise Boko Haram.

Lutte contre l'extrémisme violent : l'UNOCA redynamise sa collaboration avec les partenaires nationaux et régionaux

Du 15 au 17 mars, le Colonel Abdel Madjid Youssouf Brahim (Conseiller militaire) et Mohamed Ag Alhousseini (Conseiller politique) ont effectué une mission à N'Djamena (Tchad) pour discuter de la redynamisation de la collaboration avec la Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT) et avec les autres organisations nationales intervenant dans la lutte contre l'extrémisme violent. Ils ont notamment eu des séances de travail avec des responsables du Centre tchadien des études stratégiques et du Centre des études pour le développement et la prévention de l'extrémisme violent (CEDPE).

Mettre en réseau les organisations luttant contre le terrorisme

M. Abou Moussa, ancien Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale (photo), actuellement Conseiller auprès du CEDPE, a salué la démarche de l'UNOCA ainsi que ses efforts en faveur de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Il a rappelé que les frustrations des jeunes, l'absence de l'Etat et de services publics essentiels sont des facteurs aggravants de la radicalisation et a exprimé le vœu que le travail important que mène l'UNOCA soit démultiplié – avec le soutien de la communauté internationale. M. Moussa a aussi souligné que le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) serait un bon créneau pour créer les conditions d'accompagnement des organisations nationales et sous-régionales travaillant sur les questions de terrorisme et de prévention de l'extrémisme vio-



Archive ONU/Amanda Voisard

lent. Il a fortement encouragé l'UNOCA à jouer son rôle de catalyseur pour mettre en réseau les organisations concernées d'une part ; et faciliter la recherche de partenariat et la mobilisation de ressources nécessaires à la réalisation de leurs objectifs, d'autre part.

Lutte contre la LRA : une réunion à Addis-Abeba pour promouvoir la coordination entre les FACA et les FARDC



L'UNOCA était représenté à la rencontre conjointe organisée dans la capitale éthiopienne par le Colonel Mbodji (Conseiller militaire principal) et Leocadie Nahishakiye (Conseillère politique)

Photos UNOCA

En coopération avec l'Union africaine (UA), l'UNOCA a organisé du 28 au 29 mars à Addis-Abeba (Ethiopie), la deuxième réunion des Commandants de secteur de la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de lutter contre la LRA. Elle a permis de promouvoir la coordination entre les Forces armées centrafricaines (FACA) basées à Obo (Est) et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) stationnées à Dungu (Nord-est).

Les participants ont discuté et convenu des pratiques communes à appliquer dans le cadre du rapatriement des déserteurs de la LRA vers leur pays d'origine. Ces pratiques doivent être conformes à la procédure standard d'opération signée par la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud et l'Ouganda.



Evaluation de l'impact de la LRA : l'UNOCA et l'Union africaine ont effectué une visite conjointe à Dungu

Du 17 au 26 février, l'UNOCA et l'Union africaine (UA) ont effectué une visite conjointe à Dungu, en République démocratique du Congo (RDC), afin d'évaluer la menace que représente l'Armée de résistance du seigneur (LRA) ainsi que l'efficacité des opérations de lutte contre ce groupe terroriste et des actions en faveur de la protection des civils. Il en ressort que les populations continuent à vivre dans la peur et à craindre pour leurs vies. D'où le ralentissement des activités économiques et agricoles. Dans ce contexte par ailleurs marqué par des défis humanitaires importants, la réponse militaire de la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de lutter contre la LRA nécessite un renforcement. Concernant les questions liées au développement, la mission conjointe estime que l'une des priorités réside dans la mobilisation des fonds pour soutenir les initiatives de réhabilitation et de stabilisation dans les zones touchées par la LRA. Dans le cadre de l'opération Red Kite, elle a noté que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) et les Forces armées de la RDC continuent de mener des opérations conjointes dans des zones touchées avec des ressources limitées.

Annie Dumont explique l'importance de l'intégration de la dimension genre dans le travail de l'UNOCA



La Responsable des questions liées au genre de l'UNOCA, Mme Annie Dumont (photo ci-dessus, au centre lors d'une réunion à Yaoundé) a participé à la rencontre annuelle des Conseillers onusiens (Département des Affaires politiques) opérant dans ce domaine, du 6 au 8 février 2018 à New York. Des collègues du Département Genre, Paix et Sécurité ont également pris part à cette réunion accueillie par la mission permanente de la France auprès des Nations Unies, qui en a soutenu l'organisation.

L'atelier a permis d'échanger des informations sur les derniers développements, les défis et les meilleures pratiques pour la mise en œuvre de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité sur le terrain. Son caractère interactif a favorisé des discussions riches lors des sessions animées par plusieurs experts issus du Bureau du Représentant spécial du SG/ONU chargé des questions des violences sexuelles dans les conflits, du Département de prévention et de médiation, d'ONU Femmes, du Bureau de lutte contre le terrorisme, du Bureau des relations avec les donateurs, etc.

En marge de sa mission au siège des Nations Unies, Annie Dumont a eu un entretien avec l'équipe de « DPA Politically Speaking », le magazine électronique du Département des Affaires politiques. Une interview dans laquelle elle souligne l'importance de l'intégration de la dimension genre dans la mission de l'UNOCA ainsi que les défis liés à sa mise en œuvre. Nous publions ci-après quelques extraits de cet entretien initié dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits de la Femme.

What is your role as a Gender Officer in your Special Political Mission and what are your main tasks?

Annie Dumont: In the United Nations Regional Office for Central Africa, UNOCA, I'm part of the Political Section, which also includes a Human Rights Officer. Our main task is to support the preventive diplomacy mandate of the Special Representative and advice on regional security trends, conflict prevention and mediation, the fight against terrorism, armed groups, maritime piracy, trafficking of illicit substances and other connected themes. We also work closely with the Economic Commission for Central African States (ECCAS), our main partner. In this context, I advise on the role women play (or could play) in preventing and mitigating conflicts, fighting radicalization of the youth, their participation in governance and peacebuilding activities and also on how the political discourse must take into account the priorities of women in conflict or post-conflict societies.

More specifically, as a Gender Affairs Officer working from a regional perspective includes establishing or strengthening already existing networks of women working on peace and security issues. If I may give an example, in 2017 we facilitated the establishment of a network of women of the media working for peace and security (FEPPSAC – Femmes des Presses pour la Paix et la Sécurité en Afrique centrale). We brought together two dozen women representing the media (written media, audiovisual, radio, TV and online media as well) who had already a little bit of experience on peace and security issues, even if minor. During a capacity building workshop in Yaoundé, Cameroon, they were trained on resolution

Women make up half of the population and you cannot have any peace agreement, socio-economic development, nor any tangible progress as a society if you exclude large proportions of your population

1325 on Women, Peace and Security.

[...] Another interesting initiative that we are planning for 2018 is the establishment of a network of women peace negotiators, which already exists in several regions of the world, but not in Central Africa. So again, the idea is to bring together women from the Subregion, who have experience at a higher level in terms of participation in peace negotiations and who, given their profile and their longstanding practice in politics, especially in post-conflict countries, can train, motivate, mobilize, and most importantly, advocate for a greater role of women in peace negotiations.

In all our activities, we pay attention to the regional perspective by working closely with ECCAS and by creating opportunities as well as spaces to exchange good practices, examples from other countries, share tips or experiences in order to enhance the capacity of civil society to play a greater role in peace and security issues. [...].

How is including women in peace processes actually done? How do you increase participation and inclusion?

It's not easy, and I think what is key and most important is to give space for women to participate at the grassroot level and the local level first, because no woman will become a minister or be elected/

appointed to a high-ranking position, such as Mediator, if she has insufficient experience in political leadership. The most effective way to support women's participation in peace processes is to support and recognize their contributions at the local and grassroots level, all the way to the national and international scene. Given the right opportunities, women will know how to take their place and make their voices heard. No organization, nor the establishment of quotas, will do it for them, although it can support it. But it's important that we recognize the contributions of women, that we stand with them and ensure that they have equal opportunities to participate in public life. Only then will women become truly included in political affairs and have opportunities to influence processes that directly affect them.

What's the greatest opportunity for your office and DPA in this field? And what's the greatest challenge?

Given the state of affairs in Central Africa at the moment – numerous ongoing armed or social conflicts, the breaking down of social cohesion, and the fast deterioration of the security environment observed in the last few years – we are now at a crossroad. This is an opportunity for the UN to step up its conflict prevention and resolution initiatives and demonstrate its commitment to inclusive, durable peacemaking by promoting the participation of women in these processes. Most regions of the world already have solid and formalized networks of female mediators, women peacebuilders, etc., basically women working at various levels to promote women's rights and their participation in decision making and governance on peace and security issues. But in Central Africa, it's not quite the case – civil society is generally weak and lacks resources and organization to have a meaningful impact. As a result, I think there are a lot of opportunities to further support the work of women peacemakers.

What would you like to say to people who do not think that this is a priority?

It's very simple. Women make up half of the population and you cannot have any peace agreement, socio-economic development, nor any tangible progress as a society if you exclude large proportions of your population. Half of the population is composed of women, but the same applies to ethnic, linguistic and religious minorities, people living with a handicap, refugees and displaced populations, who are also too often excluded from peace negotiations and decision-making processes. And yet they are often the very ones at the forefront of armed conflicts. All parties affected need to be involved, otherwise it cannot be inclusive, and if it's not inclusive, it won't be durable, credible nor meaningful.

Source/Intégralité de l'interview : <https://dpa-ps.atavist.com/given-the-right-opportunities-women-will-know-how-to-take-their-place-and-make-their-voices-heard>

L'UNOCA était de la « fête », le Représentant spécial pour la promotion de la condition des femmes en Afrique centrale



Les femmes du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) étaient les vedettes le 8 mars 2018 lors de la célébration de la Journée internationale des femmes. Des présents leur ont été remis par l'Unité de la Communication stratégique et l'Information publique. Un temps fort qu'elles ont tenu à immortaliser à travers une photo de groupe qui laisse percevoir leur émotion et leur joie. Un déjeuner associant leurs collègues hommes a permis de poursuivre la Journée autour d'un repas convivial dans un hôtel librevillois.

Mobilisation rassurante

Initié par le service des Ressources humaines, ce moment chaleureux était également une occasion d'échanges informels sur le rôle important que jouent les femmes dans la société et dans les processus de paix ainsi que leur contribution au développement, y compris dans la sous-région couverte par l'UNOCA. Revenue des cérémonies protocolaires organisées par le gouvernement gabonais et le système des Nations Unies, Mme Annie Dumont, Responsable des questions liées au Genre, a salué cette belle mobilisation des collègues ainsi que

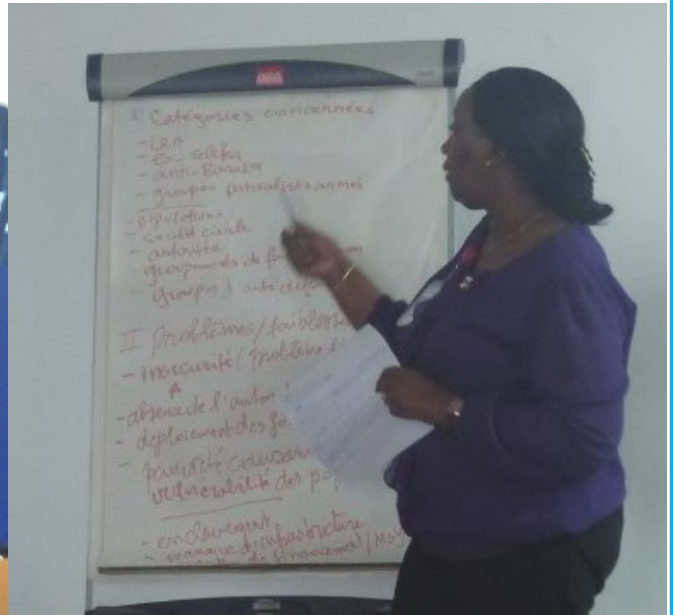
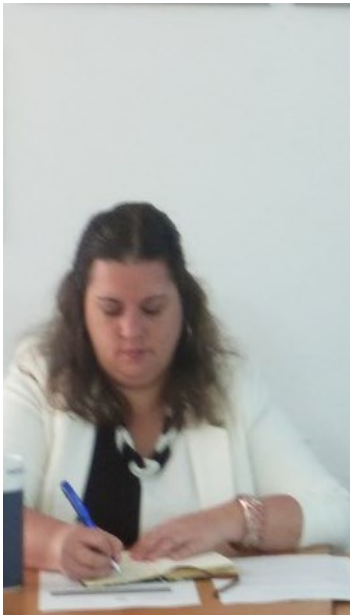


leurs actions en faveur de la promotion de l'égalité entre les sexes. Elle a plaidé pour qu'ils continuent à apporter leur soutien aux « femmes de la région qui travaillent dur pour faire entendre leur voix et apporter des changements positifs dans leurs communautés ».

Auparavant, le Représentant spécial avait mis en relief cet enjeu dans un message où il rend hommage aux femmes en général, et à celles de l'UNOCA en particulier. « Je saisis cette occasion pour réitérer mon engagement à renforcer et à promouvoir la condition des femmes en Afrique centrale », a écrit M. François Louncény Fall, en s'adressant au staff de l'UNOCA composé d'une quarantaine de personnes, dont 15 femmes.



FORMATION INTERNE : DES COLLEGUES SENSIBILISES SUR LA GESTION AXEE SUR LES RESULTATS



Le 21 mars, la salle de conférence de l'UNOCA a servi de cadre à une formation interne sur la thématique de la « Gestion axée sur les résultats et la théorie du changement ». Les collègues de la Section politique, le Conseiller militaire, la Conseillère principale Police et une représentante de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique ont participé à cette session animée par Issoufou Boubacar, Chargé de programmes de l'UNOCA. Ses explications ont mis en exergue l'importance du processus de planification stratégique des projets, y compris les facteurs permettant de faire la distinction entre les résultats escomptés et les résultats réels. D'où l'exigence d'une utilisation rationnelle des ressources disponibles. Dans un contexte marqué par des contraintes et limites budgétaires considérables, Mme Edith Oyulu, Cheffe par intérim de la Section politique, a insisté sur cet aspect, qui renvoie à l'impératif d'une priorisation intelligente et conséquente des activités.

La compréhension de ces enjeux a été facilitée par des cas pratiques élaborés sur la base de quelques éléments clés du mandat du Bureau. Par exemple, la zone où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) était au cœur d'un exercice au cours duquel les participants ont mis en pratique la technique d'identification et de hiérarchisation des problèmes par des relations de cause à effets. Ils ont ensuite transformé les problèmes en objectifs et résultats à atteindre dans le cadre d'un Programme de lutte

contre la LRA. Ils ont eu des échanges fructueux sur tous ces



détails et ont perçu les incidences ou les conséquences négatives d'une insuffisance de moyens sur la mise en œuvre de certains projets.

Au terme de cette rencontre mu-



tuellement enrichissante, les participants ont salué l'initiative de la formation, qui leur a permis de maîtriser les outils et techniques de la gestion axée sur les résultats ainsi que la notion de budgétisation axée sur les résultats

(généralement connue sous l'appellation anglaise *Results based*



budgeting/RBB). Ils ont exprimé le vœu que des expertises internes soient de plus en plus mises à profit pour sensibiliser le personnel sur des sujets d'intérêt communs dans divers domaines.



STAGE ACADEMIQUE : l'UNOCA s'implique dans la formation de jeunes étudiants



Montage photo/UNOCA

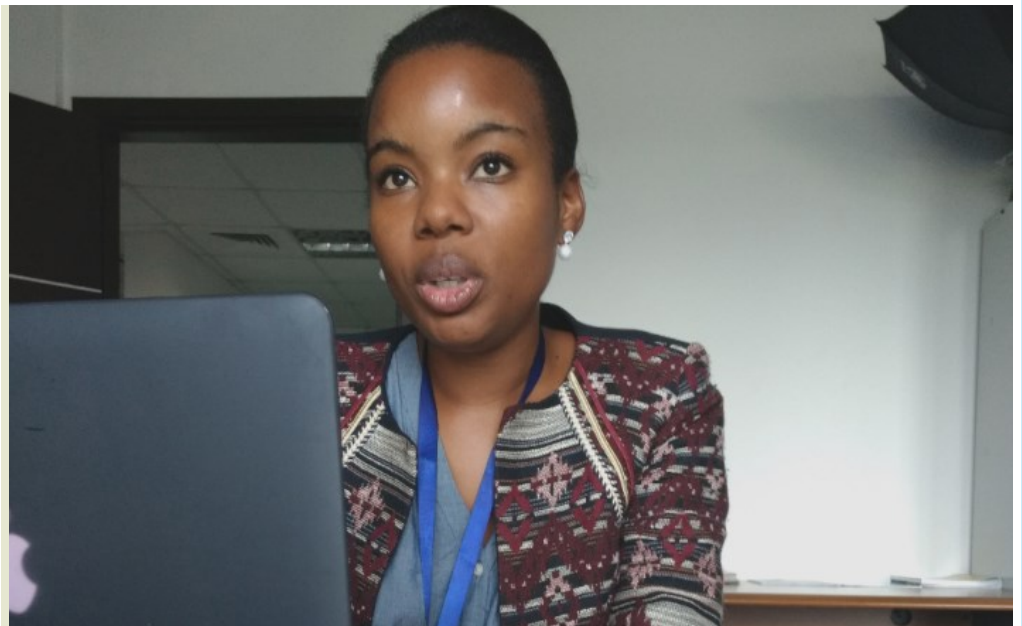
Dans le cadre de leur formation universitaire, trois étudiants ont récemment achevé leur stage académique auprès des Conseillers militaires du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA). Dominique Maxwelle Ada Eteme, une Camerounaise venue de Côte d'Ivoire où elle a obtenu un Master en Droit et Sécurité des activités maritimes et océaniques à l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer d'Abidjan, a reçu son attestation le 30 janvier. Après 3 mois de présence au cours desquels elle a fait preuve d'assiduité et d'exemplarité, Maxwelle a quitté Libreville et l'UNOCA très satisfaite et suffisamment sensibilisée sur le mandat du Bureau en général, et sur les aspects liés à son champ de recherche en particulier.

La Gabonaise Leona Carelle Manfoumbi Bouanga et son compatriote Laurince Allogo Mba, qui préparent un Master en Dynamiques Gestion et Sécurité des Espaces Transfrontaliers à l'Université Omar Bongo de Libreville, ont également dit avoir gardé de beaux souvenirs de leur stage - suivi respectivement du 16 novembre 2017 au 15 février 2018, et du 16 octobre 2017 au 16 janvier 2018.

Ils considèrent l'UNOCA comme un laboratoire qui leur a permis de mobiliser des données utiles à la réalisation de leurs travaux scientifiques.

En leur remettant leur attestation de fin de stage signée par le Représentant spécial, le Colonel Cheikh Tidiane MBODJI, Conseiller militaire principal, a salué leur dynamisme ainsi que

leur capacité d'écoute et d'intégration rapide à leur environnement de travail. Il leur a demandé de garder ces qualités et leur a souhaité bonne chance pour la suite de leur parcours.



Mélodie Jennyfer Sambat encore en poste jusqu'en juin 2018...

Un autre stagiaire poursuit actuellement sa formation au sein de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique/UNOCA. Mélodie Jennyfer Sambat, étudiante gabonaise en Master Journalisme Radio/Télévision à l'Institut Européen de Journalisme de Paris, y a commencé le 02 janvier 2018. Jusqu'en juin prochain, elle observera les pratiques professionnelles en vigueur dans ce service afin de renforcer ses capacités et mieux comprendre certains aspects de son métier dans un contexte différent. Au stade actuel, elle fait montre d'une grande motivation et d'une volonté d'apprendre, qui se traduit, entre autres, par son implication dans plusieurs activités du Bureau.

Une rencontre, plusieurs célébrations autour d'un déjeuner convivial



Une traditionnelle rencontre mensuelle du personnel de l'UNOCA (premier vendredi de chaque mois) a coïncidé le 2 mars 2018 avec au moins deux autres événements.

En se réjouissant de ces nouvelles retrouvailles, le Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique a rappelé la place que cette date représente dans l'histoire de l'UNOCA, dont l'inauguration officielle a eu lieu le 2 mars 2011. Outre ce 7^e anniversaire, le personnel mobilisé dans la salle de conférences a rendu hommage à Djeneba Benedicte Kouassi Dosso, Conseillère politique, qui a eu un an de plus le même jour. Amis et collègues lui ont réservé une surprise agréable lors d'un déjeuner « arrosé » comme d'habitude par des rythmes musicaux soigneusement sélectionnés par Jean-Paulin Mabyala, le « DJ maison ». Un geste hautement apprécié par la famille de Djeneba, et en particulier par son époux et deux de ses enfants très émus. Axelle Dzikongo, Assistante administrative à l'Unité de la Communi-

cation stratégique et de l'Information publique, a été associée à cette séquence où le gâteau et les bougies de circonstance ont conservé leur valeur symbolique : son anniversaire, qui avait eu lieu une semaine avant (26 février), n'était

pas tombé dans l'oubli.

Par ailleurs, l'UNOCA et ses invités ont saisi cette occasion pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux collègues, dont Kazumi Kawamoto, Conseillère politique -

qui participait, pour la première fois, aux rencontres mensuelles du personnel. Celles-ci ont permis, une fois de plus au staff, de partager des moments conviviaux et d'amorcer le week-end dans une ambiance chaleureuse.



Hommage : Antoinette Patricia Minkoué, une « femme au grand cœur » ...



Le 31 janvier 2018, la salle de conférence de l'UNOCA a servi de cadre à la cérémonie d'hommage à Antoinette Patricia Minkoué, dont le contrat temporaire venait d'expirer. Un moment fort au cours duquel les collègues ont multiplié histoires, anecdotes, blagues et témoignages pour magnifier le travail de celle que beaucoup considéraient comme une « femme au grand cœur », une amie ou une sœur. « Elle n'a jamais eu peur de demander de l'aide quand elle était face à une difficulté. Cette soif d'apprendre lui a permis de progresser et de répondre rapidement aux attentes du Bureau », a relaté Bernard Tshamala, son superviseur direct au sein du Service d'appui à la Mission où elle avait été recrutée en août 2016. Paul Rwakibale, le Chef dudit service, a renchéri en saluant le professionnalisme de Patricia ainsi que son humilité, sa disponibilité et son savoir-vivre. Ludovico Capito, Responsable de la Sécurité, a dit avoir gardé de très bons souvenirs de cette collègue solidaire et dévouée.



Des atouts qui ont été reconnus par toute l'assistance, y compris le Représentant spécial, qui a félicité et remercié Patricia pour sa contribution remarquable et remarquée à la réussite des activités du Bureau, notamment sur le plan de l'accompagnement administratif. Dans ce domaine, elle avait également apporté une assistance appréciable à la Section politique lorsqu'elle avait brièvement remplacé l'Assistante administrative, en congé maladie. Très émue, mais toujours souriante, Patricia a exprimé sa gratitude aux uns et les autres pour leur soutien et leur confiance.

Cet instant de vive émotion a laissé place à la fête, autour d'un déjeuner qui a eu lieu dans une ambiance chaleureuse et fraternelle animée par le « DJ » de circonstance, Jean-Paulin Mabyala.





UNOCA

Revue annuelle du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale *Magazine*
7^{ème} édition • mars 2018

Un document exceptionnel qui retrace tous les moments et événements importants qui ont rythmé le quotidien de l'UNOCA en 2017..



- PREVENIR LES CONFLITS
- CONTRIBUER A LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CRISES
- CONSOLIDER LA PAIX

RETRO 2017



INTERFACE

Echos du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA - Bulletin mensuel d'information

Une publication de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique

Conception - Rédaction - Mise en page : Norbert N. Ouendji

Contact éditorial : Tél. Bur. + (241) 01 44 47 16 | Mobile : + (241) 05 72 23 23
Courrier électronique : ouendji@un.org - piounoca@un.org
Adresse postale : B.P. : 23773 Libreville, Gabon
Site internet : <http://unoca.unmissions.org>
twitter.com/UNOCA_NEWS
facebook.com/unoca.onu